

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 07/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### TEINTURE DE SAINT JEAN

5 avenue VICTOR HUGO  
69550 Saint-Jean-La-Bussière

Références : UD-R-CTESSP-25-232-PS  
Code AIOT : 0006103760

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement TEINTURE DE SAINT JEAN implanté 5, avenue VICTOR HUGO 69550 Saint-Jean-la-Bussière. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection avait pour objectif la vérification des actions engagées suite aux deux mises en demeure de 2024 et 2023. Un suivi des actions concernant les rejets eau et la problématique PFAS a été réalisé.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURE DE SAINT JEAN
- 5, avenue VICTOR HUGO 69550 Saint-Jean-la-Bussière
- Code AIOT : 0006103760

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Teinture de Saint-Jean est une société d'ennoblissement textile située à Saint-Jean-La-Bussière (69). Son activité est concentrée sur le lavage, la teinture et l'apprêtage de tissus dont elle n'est pas propriétaire. Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié par les arrêtés complémentaires du 30 août 2007, 16 janvier 2015, 25 mars 2020, 23 juin 2022 et 20 février 2024.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Bruit	AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
3	Bassin de rétention des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 4.3	Demande d'action corrective	6 mois
5	Surveillance des eaux	AP Complémentaire du 25/03/2020, article Annexe 2	Demande d'action corrective	12 mois
6	Qualité des rejets eaux - métaux	AP Complémentaire du 25/03/2020, article 4	Demande d'action corrective	12 mois
7	Liste des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 2, 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Réduction /suppression des PFAS dans les rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	12 mois
9	Gestion des boues contenant des PFAS	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2	Demande d'action corrective	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Captage et épuration des	AP de Mise en Demeure du 24/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejets		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre l'étude et la mise en place d'action pour réduire les métaux et les PFAS dans ses rejets eaux. L'exploitant doit réaliser 3 campagnes de surveillance supplémentaires avec la liste PFAS complétée.

La nouvelle campagne de mesures du bruit non conforme ne permet pas de lever la mise en demeure du 13/04/2024. Les actions mises en place par l'exploitant doivent être validées par une campagne de mesures du bruit conforme.

**Compte tenu du retour à la conformité de l'événement du système de vidange, il est proposé à madame la préfète de lever la mise en demeure du 24/02/2024.**

Concernant les eaux d'extinction en cas d'incendie, l'exploitant doit mettre à jour sa procédure en proposant une gestion rapide des eaux qui seront stockées dans la lagune.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Captage et épuration des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets air
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Teinture de Saint-Jean, située 5 avenue Victor Hugo à Saint-Jean-La-Bussière, est mise en demeure dans un délai de 12 mois, de mettre en conformité l'événement du système de vidange (point 3.1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005).
<b>Constats :</b>  Suite à une plainte, la société a transmis à l'inspection un dossier de porter à connaissance sur leur procédé de système de vidange en température. L'instruction du dossier a donné lieu à la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 20 février 2024 afin d'intégrer ces rejets atmosphériques à la surveillance et d'une mise en demeure en date du 20 février 2024 dans le but de mettre en conformité l'événement en toiture. L'exploitant a réalisé les travaux en juillet 2024. Des photos de l'événement après travaux ont été envoyées.  <b>Compte tenu du retour à la conformité, il est proposé à madame la préfète de lever la mise en demeure.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société Teinture de Saint-Jean, située 5 avenue Victor Hugo à Saint-Jean-La-Bussière, est mise en demeure de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en conformité, dans un délai de 6 mois, le site au regard des exigences du point 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié relatives à la valeur admissible de l'émergence sonore en période nocturne dans les zones à émergence règlementée. Un plan d'action permettant de répondre à cet objectif sera transmis à l'inspection sous 2 mois.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a indiqué que :- les nouveaux jiggers à échangeurs moins bruyants ont remplacé tous les jiggers à vapeur direct. Les installations ont été visitées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des travaux sur la façade Est (côté habitation) ont été faits et les ouvertures dans le mur ont été correctement bouchées ;</li> <li>- l'isolation phonique par l'extérieur initialement prévue a été refusée par la commune.</li> </ul> <p>L'exploitant a procédé à de nouvelles mesures de bruit en date du 08/04/2025 et le rapport a été transmis à l'inspection. Les mesures semblent non conformes : le niveau sonore résiduel est plus élevé que le niveau ambiant aboutissant à une émergence négative. Ce problème avait été rencontré une première fois et levé lors des mesures réalisées en 2022. Le point A présent dans le jardin pourrait ne pas être adapté. De nouvelles mesures sont nécessaires pour évaluer l'efficacité des actions mises en place.</p> <p><b>Sur la base de ces éléments, la mise en demeure ne peut être levée. Compte tenu des actions engagées, aucune sanction administrative n'est proposée à ce stade.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p><b><u>Demande n°1</u> :</b> dans un délai de 6 mois, l'exploitant doit poursuivre les actions pour la mise en conformité du site relative à la valeur admissible de l'émergence sonore en période nocturne dans les zones à émergence règlementée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 3 : Bassin de rétention des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>

La société Teinture de Saint-Jean, située 5 avenue Victor Hugo à Saint-Jean-La-Bussière, est mise en demeure de :

- Justifier, dans un délai de 2 mois, que le site dispose bien d'une capacité de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Pour cela, l'exploitant doit justifier :

- le caractère étanche des lagunes,
- l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident sont bien collectées dans une capacité minimale de 5700 m<sup>3</sup>. Des plans seront notamment transmis à l'inspection pour le justifier.

Arrêté préfectoral du 29 mars 2005, article 4.8.4 - bassin de confinement

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris

#### **Constats :**

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- le calcul D9/D9A, qui conclut à un volume de rétention de 1445 m<sup>3</sup>. L'inspection a indiqué que la surface de drainage était manquante et devra être rajoutée. Ce volume devrait être mineure et ne remet pas en question la suite de l'analyse ;

- dans le DAE, il est mentionné que les eaux d'extinction sont recueillies dans la première lagune n°1 de 5600 m<sup>3</sup>. Il est à noter que 4 lagunes en terre sont présentes sur le site en série (remplissage par trop plein) et permettraient initialement un traitement des rejets du site par lagunage naturelle. Ces bassins ont donc été conçus pour stocker et faire transiter les rejets eaux mais l'étanchéité n'est pas garantie sur un temps long. La lagune n°1 servait au lagunage aéré. Le rapport de fonctionnement du lagunage de 1997 fait mention d'un temps de séjour observés de 3,5 jours dans cette lagune ;

- la procédure mise à jour en cas d'incendie indiquant les instructions pour l'arrêt du pompage de la lagune 1 vers la lagune 2 et pour actionner la vannes permettent de couper la liaison vers la STEP.

**Sur la base de ces éléments, la mise en demeure ne peut être levée. Compte tenu du manque d'information concernant l'étanchéité de la lagune sur un temps long, l'exploitant doit mettre en place une procédure prévoyant la gestion rapide des eaux des extinctions en cas d'incendie (délai de mise en oeuvre, analyses, mise en place d'un pompage le cas échéant avec élimination en filière) et en identifiant pour chaque étape des entreprises adaptées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°2 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant complète la procédure incendie par la mise en place d'une gestion rapide des eaux d'extinction stockées dans la lagune en cas d'incendie. La**

procédure est transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé et transmis un plan des réseaux eau à jour. Le réseau des bassins et lagunes est bien présenté. Le plan fait apparaître l'existence d'un séparateur d'hydrocarbures en aval de la zone parking. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport d'entretien ni de préciser si l'entretien était réalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Demande n°3</u> : dans un délai de 6 mois, l'exploitant procède à l'entretien du séparateur d'hydrocarbure. Le rapport est tenu à la disposition de l'inspection et pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Surveillance des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2020, article Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur l'ensemble des rejets et paramètres. Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le suivi réalisé a mis en évidence des dépassements réguliers pour les paramètres P, N et pH. Sous un délai de 12 mois, l'exploitant devait mettre en place des actions correctives.

<p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH de l'eau AEP en entrée du site était maintenant suivi de manière hebdomadaire et qu'il était supérieur à 8 ce qui n'est pas adéquate pour leur colorant. L'exploitant a indiqué avoir installé un bain pour acidifier l'eau. Les installations ont été visitées;</li> <li>- concernant le N et P, l'exploitant a indiqué que l'augmentation des teneurs était fonction des commandes clients (imprégnation à réaliser). L'exploitant a indiqué que le N et P étaient présents dans de nombreux produits et que l'étude de substitutions et de réduction était en cours.</li> </ul> <p>L'exploitant doit continuer les études et actions pour supprimer ces dépassements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n° 4 :</b> dans un délai de 12 mois, l'exploitant met en place les actions nécessaires pour la mise en conformité de ces rejets eaux concernant les concentrations en P, N et le pH. Le suivi des actions sera réalisé lors des inspections.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 6 : Qualité des rejets eaux - métaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2020, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 12 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico-économique complémentaire, accompagnée d'une échéance de mise en œuvre pouvant s'échelonner sur une période de 3 ans, visant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à réduire les flux émis par l'installation à un niveau inférieur aux «Flux maximal» indiqués dans le tableau ci-dessous</li> <li>• à réduire au maximum les émissions des substances dangereuses visées par un objectif de suppression marquées d'une étoile dans le tableau ci-dessous</li> </ul> <p>Cette étude présentera l'ensemble des éléments figurant dans la trame de l'étude technico-économique prévue par la circulaire RSDE du 5 janvier 2009 joint en Annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>Flux maximums journaliers à atteindre, constituant les flux limites à respecter par l'exploitant après mise en œuvre des actions de réduction définies dans l'étude prescrite au présent article sont les suivants: (ces flux correspondent à ceux fixés au tableau du § 3.4.2.1):</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre du suivi des réductions en métaux dans ces rejets eaux, il avait été demandé à l'exploitant de maintenir ces flux bas en chrome et cuivre et de mener des actions pour réduire le</p>



<p>flux en zinc. Lors de l'inspection, un point a été fait sur les rejets en 2024, il en résulte que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le chrome, le flux est de 4,34 kg/an (seuil à 4 kg/an). La réduction est stable et satisfaisante;</li> <li>- pour le cuivre, le flux est de 0,57 kg/an après abattement de la step (seuil à 0,7 kg/an). La réduction est stable et satisfaisante;</li> <li>- pour le zinc, le flux est de 5,45 kg/an après abattement de la step (seuil à 1,8 kg/an). Par rapport à 2023, une réduction d'environ 70 % du flux a été réalisée. L'exploitant a indiqué que cela faisait suite à la procédure de récupération de bain mise en place pour les PFAS car la consommation de biocide contenant du Zinc a augmentée. L'exploitant a indiqué que des études et essais étaient en cours pour sa substitution.</li> <li>- le flux de nonylphénol a légèrement augmenté. L'exploitant a rappelé que ce composé venait des tissus fournis par ces clients. En Europe le recours au nonylphénol est interdit depuis 2003 mais il continue à être utilisé comme agent surfactant dans la filière textile à l'étranger.</li> </ul> <p>L'exploitant doit poursuivre les actions pour réduire le zinc dans ses rejets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°5 :</b> dans un délai de 12 mois, l'exploitant doit mener des actions pour réduire le flux en zinc dans ses rejets. Le suivi des actions sera réalisé lors des inspections.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 7 : Liste des PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/01/2023, article 2, 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AN25 PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis la liste à jour des substances PFAS identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à ce jour un fournisseur n'a pas répondu sur la présence de PFAS dans ces produits. Ce produit est utilisé en grande quantité sur le site ;</li> </ul>

- les substances ajoutées non mesurées lors de la première campagne : le polytétrafluoroéthylène, teneur en carbone, ions fluorures. L'exploitant a indiqué avoir des difficultés pour trouver un laboratoire pour l'analyse du polytétrafluoroéthylène.
- concernant les C8 anciennement utilisées, l'exploitant a indiqué que les substances sont déjà présentes dans la liste de l'arrêté ministériel;
- les FDS des produits ont été transmis, elles ne mentionnent pas les PFAS ;
- l'exploitant a transmis les conditions de fonctionnement (-3 jours, le temps de rétention du bassin) lors des mesures réalisées. Les PFAS sont essentiellement utilisés sur les rames pour les traitement.

Lors de la dernière inspection, il a été demandé à l'exploitant de refaire 3 campagnes de surveillance avec les composés ajoutés dans la liste PFAS. L'exploitant n'a pas réalisé les campagnes et a indiqué attendre l'action nationale AOF. L'inspection rappelle que l'action nationale AOF ne comprend qu'une seule campagne donc 2 campagnes doivent être réalisées en complément par l'exploitant.

**Un délai supplémentaire est accordé pour ces surveillances, une mise en demeure pourra être proposée à l'issue du délai.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°6 :** dans un délais de 6 mois, l'exploitant réalise 2 campagnes de surveillance de l'AOF et des PFAS présents sur la liste des composés mise à jour et non analysés lors des 3 campagnes déjà réalisées.

Dans un délai de 4 mois, le bon de commande signé est transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 8 : Réduction /suppression des PFAS dans les rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, AN25 PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »

**Constats :**

On rappelle qu'un niveau important d'AOF dans les rejets a été observé. Dans le cadre de la recherche de la source, l'exploitant est impliqué dans l'action nationale AOF. L'étude est en cours.

Concernant la réduction des PFAS, un bilan des actions en cours a été réalisé avec l'exploitant :

- une substitution en C0 en accord avec les exigences clients. L'exploitant a transmis un avancement des substitutions par clients. Les C6 sont toujours utilisées pour les tissus techniques pour les EPI par exemple. L'exploitant a précisé qu'en 2023, 1,4 à 2 tonnes de produits avec PFAS étaient utilisés aujourd'hui 800 kg à 1,2 tonnes sont utilisés.
- l'exploitant travaille sur l'optimisation des formules pour réduire la quantité de produits avec PFAS utilisés notamment sur l'oléofugation.
- récupération des bains et du 1er rinçage de l'apprêt. Afin de réduire les déchets, l'exploitant a mis en place une réutilisation de ces bains. Les bidons sont stockés sur site sur rétention, la zone de stockage a été visitée. Des bidons ont été envoyés en filière adaptée, les BSD ont été vérifiés.
- l'exploitant n'a pas mis en place de suivi analytique de ces actions. Aucune analyse des bains isolés et de rejets n'a été réalisée ;
- pour l'instant, aucun traitement des rejets n'a été étudié ou mis en place.

L'exploitant doit poursuivre les actions pour réduire les PFAS dans ses rejets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°7 :** dans un délai de 12 mois complète son plan d'action avec des résultats d'analyses pour évaluer les bénéfices des actions déjà mises en place et au vu des niveaux important dans les rejets, l'étude d'une possibilité de traitement de tout ou une partie des rejets pour réduire les émissions en PFAS. Le suivi des actions sera réalisé lors des inspections.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 9 : Gestion des boues contenant des PFAS**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il

les remet est autorisée à les prendre en charge
<p><b>Constats :</b></p> <p>Après passage dans 2 bassins sur site, le site envoie ses effluents vers la STEP urbaine d'Amplepuis. Dans les bassins, des PFAS sont susceptibles de se retrouver dans ces boues.</p> <p>L'exploitant a déclaré que le dernier curage a été réalisé il y a 10 ans et que niveau de boue évolue faiblement. L'exploitant a indiqué qu'il n'est pas prévu un curage des bassins à court terme et que lors de l'arrêt de l'entreprise pendant la période estivale, le volume des bassins est stable démontrant une bonne.</p> <p>Lors de la dernière inspection, il a été demandé à l'exploitant de proposer un échéancier pour la vérification des bassins, l'objectif étant de vérifier qu'il n'y ait pas d'infiltration. Un délai supplémentaire est accordé pour fournir cet échéancier. L'inspection rappelle que lors du prochain curage, les boues devront être caractérisées (notamment les substances PFAS) et être éliminées en filières adaptées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la STEP a été informée et qu'une mise à jour de la convention est en cours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°8 :</b> dans un délai de 12 mois, l'exploitant propose un échéancier pour le curage et la vérification des bassins.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois